

SÉCURITÉ -

Wisekey, HP et Microsoft donnent corps à l'identité électronique

De la carte d'identité aux services d'e-government, cette solution flexible répond aux besoins des gouvernements en matière de sécurité.

Sylvie Gardel (Agefi.com)

Genève, Suisse, 30 mai 2005.

Sécurité, terrorisme, biométrie. Pour le moins, ces préoccupations ont été au cœur d'une intense activité ces derniers jours. En début de semaine, Bruxelles recevait la première visite depuis son élection en janvier du ministre américain de la sécurité intérieure, Michael Chertoff, lequel a encouragé les Européens à mettre leurs contrôles de sécurité en harmonie avec les méthodes américaines afin d'améliorer l'efficacité de la lutte contre le terrorisme. Vendredi, au centre d'innovation de Hewlett Packard (HP) à Genève, la presse internationale était conviée à une conférence annonçant la mise en place d'un nouveau système d'identification nationale (NIS) développé conjointement par HP, Microsoft et la start-up genevoise Wisekey, notamment.

Et même si ces événements n'avaient pas réellement de liens, reste que la gestion de l'identité constitue l'un des plus importants défis de nos gouvernements. Selon une étude de la firme américaine Morgan Keegan, le marché représente approximativement 4,8 milliards de dollars au niveau mondial et devrait atteindre quelque 10,7 milliards en 2007. En Europe, plus de 120 milliards d'euros ont déjà été investis dans le secteur public à cet effet (gouvernement, police, agenda de Lisbonne, etc.), le budget dédié à la sécurité a doublé à 70 milliards, et 8 milliards ont été dégagés pour la protection des frontières, a rappelé vendredi Pascal Detemmerman, vice-président du secteur public chez HP. «Les besoins en matière d'identification sécurisée des individus aux plans national et international sont aujourd'hui tels que seule l'alliance de différents partenaires peut garantir le développement de solutions optimales et leur succès», a ajouté Gilles Polin, responsable du e-gouvernement EMEA chez Microsoft.

Pour répondre à la politique

de sécurité de chaque pays

Développée sur la plateforme .net de Microsoft, la solution NIS de HP fait donc appel au savoir-faire unique de Wisekey en matière d'authentification numérique. La jeune société genevoise est en effet reconnue mondialement pour ses capacités à déployer une infrastructure globale de sécurité à partir d'une racine nationale propriétaire. «Cette racine est indispensable au déploiement de projets d'identification numérique eID dans la mesure où elle assure aux gouvernements,

par sa neutralité, un contrôle total sur leurs processus d'identification nationale et garantit leur souveraineté», complète Juan Avellan, vice-président corporate development & policy chief chez Wisekey.

Au niveau du grand public, la combinaison de toutes ces technologies pourrait bientôt se concrétiser sous la forme d'une smart card pareille à une carte bancaire en remplacement des pièces d'identité actuelles (cartes d'identité, passeports, permis de conduire, etc.) Cette eID est dotée d'une micropuce certifiée numériquement dont les niveaux élevés d'encryption sont modulables selon l'utilisation finale (transactions financières, etc.). D'après les partenaires du projet NIS, quelque 100 millions d'Européens utiliseront une telle carte d'ici la fin de la décennie. 33 pays sont intéressés par ce système dans la région EMEA (Europe, Moyen-Orient, Afrique) et, d'ici la fin de l'année, 3 millions de Belges pourront déjà en profiter. «Nous prévoyons que ce déploiement massif entraînera de nombreuses applications intégrant les eID et donnera une nouvelle dimension aux transactions Internet sécurisées», déclare Juan Avellan.

Plus qu'un document d'identification, un service

Comme pour les cartes d'identité classiques, la eID contiendra certes des informations visibles (photo, nom et prénom, sexe, nationalité, date et lieu de naissance, signature, numéro d'identité nationale, validité de la carte), mais aussi des données biométriques cachées, qui seront toutes stockées dans la puce. Car cette carte se veut plus qu'une garantie de l'identité (visuellement ou électroniquement). «On ne parle plus de document sécurisé, mais d'un document donnant l'accès à Internet et à une foultitude d'applications, précise encore Juan Avellan. C'est un service dont le but est de diminuer la distance entre le citoyen et son gouvernement.» La eID permet en effet la création d'une signature dûment certifiée pour des applications informatiques, offrant par-là aux utilisateurs un moyen digne de confiance de s'identifier en ligne. Les débouchés sont par conséquent multiples. Son propriétaire pourra aussi bien apposer sa signature électronique sur des documents, accéder aux registres de ses autorités locales, voter par internet (projet e-voting de Wisekey à Genève), obtenir des documents en ligne de son administration (certificat de naissance, etc.), qu'échanger des informations avec son administration (déclaration d'impôts) ou avec des sociétés privées, réaliser des transactions à distance (assurances, banques, on-line shopping, etc.) et être en contact avec sa municipalité, les services régionaux ou fédéraux sur internet, etc. Adopter de telles solutions pourrait indéniablement donner une avance non négligeable à l'Europe en matière de gestion identitaire face aux Etats-Unis, où le permis de conduire sert encore de pièce d'identité en l'absence de carte nationale d'identité...

Angle : Entretien avec Juan Avellan, VP Corporate Development & Policy Chief, WISeKey.

«Nous prévoyons de réaliser 2 à 3 projets

d'identité électronique dans les 2 à 3 ans»

propos recueillis par Sylvie Gardel

Combien de contrats d'identité nationale Wisekey a-t-elle déjà signés?

Juan Avellan: Avant de répondre à votre question, j'aimerais rappeler le fait que l'activité principale de notre société concerne justement les systèmes de gestion d'identité électronique et, en ce sens, tous nos projets sont des systèmes d'identité. Il est également important de rappeler que cette industrie est en pleine transition et que, par conséquent, le processus d'intégration de systèmes d'identité électronique ne fait que commencer. En tenant compte de tous les partenaires du projet, nous sommes actuellement en négociations sur plus de quatre solutions de ce type. En tant que représentant de Wisekey, je peux vous dire qu'au sujet des projets de cartes d'identité nationale nous sommes déjà en contact avec le gouvernement de l'Angola et nous envisageons actuellement le Portugal.

Vous mentionnez l'Angola. Un pays que l'on n'imagine pas a priori se préoccuper de ce type de problème...

Aussi curieux que cela puisse paraître, l'Angola, l'Afrique du Sud et le Sénégal sont trois nations particulièrement actives et demandeuses dans ce domaine. Le gouvernement de l'Angola, notamment, fait preuve d'une vision vraiment intégrale de la signature électronique. Ce pays a l'ambition de s'imposer comme le leader en Afrique en mettant sur pied un tel système d'identification.

Qu'en est-il en la Suisse, où la phase pilote pour le passeport numérique ne commencera pas avant septembre 2006?

En Suisse, les choses prennent toujours un peu plus de temps qu'ailleurs (sourire). L'adoption de ce genre de système dépend uniquement des autorités politiques du pays, qui n'ont pas encore complètement arrêté leurs décisions. Pour notre part, nous sommes prêts techniquement comme légalement, et nous avons des idées qui peuvent prendre corps immédiatement aussi bien au niveau communal, cantonal que fédéral. Preuve en est à l'international. Alors pourquoi pas la Suisse?

Les Etats-Unis n'arrivent pas à se mettre d'accord sur un système de carte d'identité. Wisekey, grâce à ses accords avec deux géants américains, aurait-elle des chances de pouvoir participer à un tel projet dès qu'une décision sera prise?

Notre force est évidemment de travailler avec tout le monde. Alors, qui sait?

Quelles sont les retombées chiffrées de ce nouveau partenariat?

Globalement, nous projetons de réaliser deux à trois projets d'identité électronique (cartes ou autres supports) dans les deux à trois ans à venir. Toutefois, dans le contexte de ce partenariat avec Microsoft et HP, ce nombre peut augmenter significativement. Ce qui devrait se traduire par des revenus de quelque 200 millions d'identités électroniques pour notre groupe d'ici la fin de la décennie. L'évaluation est néanmoins malaisée dans la mesure où, chaque pays étant unique, chaque solution s'adapte à ses spécificités propres. Les royalties sont par

conséquent variables d'un contrat à l'autre.

Vous m'avez confié que cette nouvelle solution présentée aujourd'hui avait en réalité été discutée il y a déjà quatre ans. Quel est donc le système que vous développez actuellement et qui sera dévoilé dans quatre ans?

La grande question qui nous préoccupe aujourd'hui, c'est comment faire pour éviter la perte ou le vol de l'identité. Pour y répondre, nous sommes constamment à la recherche de techniques, d'idées en cours de développement au sein des entreprises, des instituts de recherche, etc. partout dans le monde. Nous disposons dans ce but d'une équipe de développeurs qui fouinent, testent et proposent de nouvelles solutions quotidiennement, parfois même farfelues. Mais c'est ainsi qu'on met au point la meilleure des technologies.

Dans quatre ans, j'aimerais voir sur cette table un appareil – téléphone mobile, assistant numérique personnel (PDA) ou que sais-je encore – auquel je puisse brancher un clavier, qui m'offre un accès parfaitement sécurisé à internet, contenant toutes mes données personnelles ainsi que toutes les données biométriques relatives à mon identité de sorte à remplacer même mon passeport, et sur lesquelles je puisse exercer un contrôle total. Resterait encore à introduire dans ce système les imperfections nécessaires pour que chaque individu puisse disposer de sa propre marge de manœuvre dans le respect de sa liberté individuelle.

Source L'Agefi:

www.agefi.com

Contact: Sylvie Gardel

s.gardel@agefi.com

or

Daniel Ybarra

daniel@wisekey.ch

+ 41 22 929 57 57

<http://www.wisekey.com>